



**A : - Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies  
Madame la Coordinatrice Humanitaire *a.i.***

Bangui, le 05 Décembre 2013

**Objet: Plaidoyer pour la protection de la population civile affectée par les  
attaques à Bangui et Bossangoa**

Depuis la nuit du mercredi 4 Décembre 2013, Bangui, la capitale de la République centrafricaine est le théâtre de violents affrontements entre les forces de défense et de sécurité nationale (*Ex-Seleka*) et des éléments armés des groupes d'auto-défense (*Anti-Balaka*). Selon les premiers bilans provisoires, ces violences ont engendré la mort de plus d'une centaine de personnes dont des civils. Des assassinats ciblés, des atteintes graves aux droits humains et des pillages de biens surviennent également, notamment dans les quartiers de Boy-Rabe, Ngaragba, Ouango et Ben-Zvi. Des milliers de populations civiles, craignant pour leur vie, ont été obligés de fuir leurs résidences pour se réfugier dans des églises et mosquées de la capitale. Cette situation a provoqué une dégradation alarmante de l'ordre public dans la ville de Bangui.

Du côté de la ville de Bossangoa dans la préfecture de l'Ouham, les informations qui nous parviennent font également état de vives tensions entre les communautés chrétiennes et musulmanes d'une part, et, d'autre part, entre les éléments armés de l'*Ex-Seleka* et les groupes d'auto-défense communément appelés *Anti-Balaka*. Cette situation a occasionné la relocalisation temporaire du personnel humanitaire présent à Bossangoa de la base ACTED où il résidait vers le quartier général de la Force Multinationale de l'Afrique Centrale (FOMAC) à Bossangoa. Des menaces d'attaques des différents sites de déplacés internes sont également signalés des deux côtés.

Le Groupe Sectoriel Protection de la Coordination Humanitaire en RCA, par le biais du Représentant Spécial du Secrétaire General des Nations Unies et de la Coordinatrice Humanitaire *par intérim*, demande instamment aux autorités nationales de trouver une solution rapide à la crise actuelle et que cessent toutes les



attaques dirigées contre les populations civiles notamment les femmes et les enfants dans les différents quartiers de Bangui et à Bossangoa. Le respect du caractère civil et humanitaire des sites de déplacés est un principe fondamental de protection des populations affectées par la crise auquel tous les différents groupes armés doivent obéir.

Afin de répondre aux nombreux besoins de protection et d'assistance aux milliers de déplacés dans la ville de Bangui, des évaluations rapides sectorielles seront immédiatement conduites dans les différents quartiers et sur les différents sites. A cet effet, le Cluster Protection voudrait inviter les autorités ainsi que des différentes forces de maintien de l'ordre déployées dans la ville, à faciliter l'accès aux déplacés pour l'évaluation de leurs besoins et une réponse humanitaire immédiate dans le respect des principes humanitaires et de la loi nationale centrafricaine.

Le Groupe Sectoriel Protection souligne que le recours à la force doit être exceptionnel et limité à des cas qui en justifient l'emploi. En aucun cas, l'usage de la force contre les populations civiles dans leurs quartiers, provoquant des déplacements massifs ne saurait être toléré. Il relève de la responsabilité des autorités de tout mettre en œuvre afin que la population civile soit protégée contre les exactions et actes de violence de tout genre commis par les différents groupes d'éléments armés.

Tout en saluant l'adoption par le Conseil de Sécurité de l'ONU, du projet de résolution autorisant l'intervention des forces françaises en appui aux forces de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA) pour la protection des civils, le Cluster Protection voudrait mettre un accent particulier sur la responsabilité des autorités centrafricaines dans le maintien de l'ordre public et ce, sur toute l'étendue du territoire national. Il voudrait inviter par la même occasion, les autorités à œuvrer pour le renforcement de l'état de droit tout en contribuant à l'apaisement des tensions sociales dans la capitale Bangui, à Bossangoa et dans toutes les autres régions du pays pour le retour durable des populations déplacées dans leurs lieux de résidence habituelle dans la sécurité et la dignité.